



LA LUTTE DES « BEURS »

La médiatisation des crimes racistes des années 1970-1980 révèle aux Français leur xénophobie latente. La seconde génération d'immigrés écrira en « *Une* » son combat antiraciste.

« *Je ne suis pas raciste, mais...* ». Inutile d'en dire plus : les restrictions sous entendues, les Français les connaissent et beaucoup les partagent. Ils ne sont pas racistes, non, puisqu'ils ne participent pas aux chasses en meutes à l'immigré, condamnent les « *ratonnades* », la xénophobie policière, les violences, les humiliations et les brimades que rapportent les médias.

Il n'empêche. D'articles en films, le Français se découvre cousin d'un « *Dupont Lajoie* » qui n'est pas de cinéma. Un cousin « *de souche* » animé d'un **racisme d'autant plus terrifiant qu'il est très ordinaire, nourri d'ignorance et de préjugés.**

Le racisme et l'injustice qui touche l'immigré premier arrivé rebondissent sur ses enfants, des fils et filles de France. Mais pas question qu'eux, entrés dans le dictionnaire sous l'appellation « *Beur* » et « *Beurette* » se laissent faire. Ils veulent l'égalité et la fraternité promise aux frontons des mairies. Pour l'obtenir, ils poursuivront le combat pour la dignité mené par leur père et lancent la « *Marche pour l'égalité* ».

Entamée dans l'indifférence en octobre 1983 à Marseille avec une dizaine de participants, elle rassemble plus de 100 000 personnes en décembre à Paris. Les Français, un peu surpris mais majoritairement solidaires, prennent soudain conscience du caractère multiculturel de leur société. SOS racisme naît sur cet élan et continue la lutte, car c'est bien connu : les « **Français sont égaux, mais...** »

Brigitte MARTINEZ

Le 24 mars 2011



La marche des "Beurs" vue par les Unes de Libération : les pères subirent les «ratonnades» et autres crimes racistes d'une France xénophobe. Leurs enfants marchèrent pour faire respecter les principes d'égalité et de fraternité au sein une France pluri-ethnique. Retour sur la naissance d'un combat antiraciste.



"Libération" du 03/03/1975. L'adoption d'une loi antiraciste en juillet 1972 tente de limiter les dégâts, mais la xénophobie est tenace. Au pire, agressions, meurtres, expéditions punitives contre les immigrés. Au mieux l'insulte, l'interdiction de franchir la porte de certains cafés et lieux publics, la discrimination pour le logement, le travail.



"Libération" du 14/10/1978. Sortie de bal, discothèque et cafés, sont les lieux où l'immigré risque gros. Le cauchemar d'Ali Abdoul, travailleur algérien, commence ainsi dans un bar toulousain. Il sera torturé pendant 5 heures. C'est un choc pour l'opinion publique, mais le nombre d'agressions ne diminuera pas pour autant.



"Libération" du 28/05/1979. La chasse à l'immigré se mène souvent en bande. « Ratonnades » et "commandos punitifs" s'organisent, blessant des immigrés par dizaines, occasionnant des morts, comme lors de cet incendie criminel d'hôtel perpétré à Orange. Les médias, presse et tv, médiatisent davantage les actes racistes et donnent la parole aux immigrés dans les reportages : il s'agit de dénoncer des préjugés, de découvrir « l'autre ».



"Libération" du 03/12/1983. Une marche pour l'égalité et contre le racisme, rebaptisée la « Marche des Beurs » partie de Marseille arrive à Paris. Le pari audacieux de quelques jeunes Français issus de l'immigration, dans une période racisme aigu est gagné. La solidarité est au rendez-vous : 100 000 personnes finissent le parcours avec eux.



"Libération" du 27/03/1985. En octobre 1984, un an après la « Marche des Beurs », « SOS Racisme » est fondé. Le succès est immédiat. C'est toute une jeune génération qui reconnaît, avec la petite main jaune « touche pas à mon pote », le moyen de porter haut les nouvelles valeurs d'une société multiculturelle en marche.



"Libération" du 07/12/1985. « SOS » organise des manifestations et des concerts qui réunissent, à la Concorde ou à la Bastille, des centaines de milliers de personnes. « Un juif à Paris, un arabe à Menton : c'est toujours nos potes qu'on assassine » scanderont les manifestants après une série de crimes racistes perpétrés à Menton, à Miramas et l'attentat visant un cinéma juif à Paris.



"Libération" du 20/12/1988. En décembre 1988 le travailleur roumain Georghe Yordachescu meurt déchiqueté par une bombe lors de l'attentat mené contre le foyer Sonacotra de Cagnes sur mer. Ce nouveau meurtre raciste prolonge une longue liste qui continuera de croître jusqu'à aujourd'hui.